BENMERADI ÉVOQUE UN PARTENARIAT AVEC DES QATARIS

Une usine sidérurgique est déjà lancée

Une usine sidérurgique est déjà lancée, dans le cadre d'un partenariat avec des opérateurs qataris.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Selon le ministre de l'Industrie, de la Pme et de la Promotion de l'Investissement, Mohamed Benmeradi qui était l'invité, hier, de la rédaction de la Chaîne III de la radio nationale, cette usine qui sera détenue à 49% par ces partenaires moyen-orientaux, aura une capacité de production de 5 millions de tonnes par an d'aciers.

Plus précis dans ses propos que la veille devant les députés, le ministre de l'Industrie a indiqué que cette usine produit 2 millions de tonnes d'aciers longs dans une première étape et des aciers plats et spéciaux dans une seconde.

Selon M. Benmeradi, une étude préliminaire sera finalisée d'ici 3 mois et permettra d'identifier tous les aspects de ce partenariat. Et d'autant qu'il s'agit de contribuer à réduire la forte facture d'importation de tous les produits sidérurgiques (10 milliards de dollars) et couvrir les besoins du marché capable d'absorber 5 millions de tonnes par an. Or, des besoins insuffisamment couverts même si l'usine d'El Hadjar devrait augmenter ses investissements pour atteindre une capacité de production de 1 million de tonnes d'aciers.

D'autre part, s'il s'est montré optimiste sur la possibilité d'un accord avant la fin de l'année avec le constructeur automobile français Renault, pour la réalisation d'une usine de fabrication de voitures, Mohamed Benmeradi le semblait moins quant au projet de partenariat avec l'allemand Volkswagen.

Dans la mesure où la partie algérienne attend la réponse du constructeur allemand à ses propositions sur le principe, avant d'engager les discussions techniques. Et d'autant qu'il «faut un temps» pour la négociation sur un dossier «lourd», relève l'invité de la Chaîne III qui indique que l'investissement dans l'industrie automobile avoisine un milliard d'euros, avec 600 millions d'euros devant être investis en première étape. Et dans la mesure où l'Algérie ambitionne de développer une industrie de fabrication «en toute modestie, et pas pour faire du montage», dira-t-il même si le montage pourrait générer de la valeur ajoutée. Par ailleurs, Mohamed Benmeradi qui constate un «net retour», voire la hausse, de l'investissement direct étranger, au regard du nombre croissant de dossiers déposés au Conseil national de l'investissement (CNI), s'est déclaré «étonné» par le classement de l'Algérie au 140e rang par rapport à son climat d'affaires. Dans la mesure où ce classement porte sur une période antérieure et ignore la faible pression fiscale qui prévaut en Algérie. Cela même si Mohamed Benmeradi qui reconnaît qu'«il y a encore beaucoup de choses à faire» pour améliorer ce climat, affirme pourtant, que «nous avons vraiment secoué le cocotier» en matière de guichet unique.

Par ailleurs, le ministre de l'Industrie a précisé que sur les 1 250 milliards de dinars consacrés au développement du secteur industriel public, 25% portent seulement sur l'assainissement financier.

C. B

INTERDICTION D'IMPORTATION DE LA FRIPERIE

Le gouvernement reviendra à la charge

La position du gouvernement quant à l'interdiction de l'importation de la friperie «n'a pas changé» selon le ministre de l'Industrie. Tout en relevant que le Parlement qui a autorisé cette importation est «souverain», Mohamed Benmeradi a affirmé que le gouvernement «reviendra à la charge pour demander le retrait de ce dispositif».

Et d'autant que le gouvernement consacre une vingtaine de milliards de dinars pour la réhabilitation et relance de l'industrie textile nationale et travaille à élaborer des normes pour la protection de la production nationale et le contrôle des marchandises introduites.

C. B.

ABDELHAMID TEMMAR ÉVOQUE UNE ASSISTANCE SUD-CORÉENNE

L'Algérie se projette à l'horizon 2030

L'Algérie se projette à l'horizon 2030. Un document en ce sens est en préparation avec une assistance sud-coréenne, selon le ministre de la Prospective et des Statistiques qui était, hier, l'invité de l'émission économique hebdomadaire «L'âge de la finance» de la Radio Algérie Internationale.

Peu prolixe, Abdelhamid Temmar l'était quant à cette perspective, d'autant que «2030, c'est loin» et qu'il est nécessaire de prendre en compte les facteurs imprévisibles dans toute grande modélisation, relève-t-il. Pour autant, Abdelhamid Temmar, qui a profité de cette tribune radiophonique pour parler de son ouvrage paru récemment et intitulé la *Transition de l'économie émergente : références théoriques, stratégies et politiques,* s'est déclaré très optimiste quant à la capacité de l'Algérie de «redevenir» une puissance régionale, à terme.

A charge, cependant, pour réussir le passage d'un système financier et économique inefficient à un système efficient, de développer l'innovation, la valorisation de l'expertise, une réforme «flexible» au lieu de miser uniquement sur le capital, laisse-t-il entendre.

C. B.

TRAVAUX PUBLICS

La rocade Boudouaou-Zéralda bientôt ouverte

Pour rappel, le ministre des Travaux publics, Amar Ghoul, avait avancé la date du 30 juin puis du 31 juillet concernant l'ouverture de la rocade Boudouaou-Zéralda (65 km), mais cette fois-ci, on souhaite que ce soit la bonne, comme l'espèrent les automobilistes qui circulent à l'est d'Alger.

L'ouverture à la circulation automobile sur la rocade Boudouaou-Zéralda interviendrait, selon nos informations, dans moins d'une dizaine de jours. «Nous avons quasiment terminé la partie des travaux qui nous incombait. Il ne reste que quelques retouches minimes», dira, par téléphone, le responsable de l'une des entreprises chargées de la réalisation de ce projet. Cependant, notre interlocuteur a refusé d'avancer une date précise quant à sa livraison. Pour lui, c'est au ministère des Travaux publics d'arrêter le jour d'ouverture de cet important axe routier.

La mise en circulation effective de cette voie express, qui contourne Alger par le sud avec plusieurs pénétrantes vers les principaux quartiers de la capitale, est très attendue par des milliers d'automobilistes qui désespèrent d'échapper à l'enfer de la RN 5.

Les travaux n'ont, en effet, que trop tardé. Ghoul se sentait obligé d'avancer des délais d'inauguration qui n'ont pas été respectés. Il faut espérer aussi que cette ouverture ne sera pas contrariée par l'installation d'autres barrages sécuritaires qui ne feront que déplacer les embouteillages. Ce serait donc des centaines de milliards de dinars gaspillés et du temps perdu pour rien.

Abachi L.

LE CONSEILLER ÉCONOMIQUE À L'AMBASSADE DU SOUDAN À ALGER L'A DÉCLARÉ HIER :

«Nous avons formulé des demandes concrètes d'investissement à l'Algérie»

Pour Kadhafi Abdallah Mohamed Ali, conseiller économique au niveau de l'ambassade du Soudan à Alger, l'Algérie devrait profiter des richesses qu'offre son pays en matière d'investissement.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) -S'exprimant, hier, à l'occasion d'une visite à la deuxième édition du Salon de la manufacture, qui se tient au Palais des expositions des Pins-Maritimes, à Alger, Kadhafi Abdallah Mohamed Ali a fait part de la volonté de son pays, le Soudan, d'établir un partenariat stratégique avec l'Algérie, notamment en matière d'échanges commerciaux et d'investissements.

«Le Soudan dispose d'immenses ressources naturelles, surtout en matière de cheptel, d'agriculture, d'énergie et de métaux précieux. Nous avons formulé des propositions concrètes à l'Algérie pour encourager l'investissement chez nous. Au lieu de recourir à l'importation, l'Algérie a plus intérêt à développer certains créneaux chez nous, dans les domaines de la viande, du cuir, de l'agriculture, pour d'abord assurer son autosuffisance ainsi que la nôtre et pourquoi pas songer plus tard à l'exportation… Pratiquement, tous les indicateurs sont favorables, mais il nous manque les ressources financières et le savoir-faire. L'Algérie, qui a les moyens financiers, devrait s'intéresser à notre offre», a-t-il annoncé.

De son côté, Anis Saâdaoui, conseiller économique à l'ambassade de la Tunisie à Alger, dira que cette visite lui permettra de communiquer une batterie d'informations importantes sur les capacités de production de l'Algérie dans le secteur de la manufacture aux producteurs tunisiens pour voir les possibilités et les opportunités qui peuvent s'offrir pour des partenariats dans le domaine.

Enfin, le directeur de la coopération et de la promotion au niveau de la Safex, Mouloud Slimani, a fait savoir que les conseillers économiques des ambassades de la Turquie, de la Chine et du Maroc à Alger ont visité le Salon ce dimanche.

M. M.

BENBOUZID À PARTIR D'EL TARF :

«400 milliards de dinars pour les augmentations salariales»

«L'Etat a consacré un montant de 400 milliards de dinars pour les augmentations salariales prélevés sur les budgets de différents secteurs, l'équivalent de 5,5 milliards de dollars. Nous ne faisons plus appel à la planche à billets comme le croient certaines personnes», a indiqué, hier, le ministre de l'Education lors de sa visite de travail dans la wilaya d'El Tarf.

Dans le même sillage, il ajoutera à une question du *Soir d'Algérie* que l'Etat a consacré cette année une enveloppe conséquente «de plus de 27 milliards de dinars pour les cantines scolaires, tous paliers confondus, avec une augmentation de 5 DA pour le repas servi au niveau des cantines du Sud».

Abordant le volet des enseignants contractuels, le ministre dira en substance que «30 000 enseignants ont été permanisés dans leur poste au niveau national. Il n'y a plus de postes vacants dans le secteur».

Et d'ajouter : «Les augmentations qui doivent être consenties aux corps communs ne sont pas du ressort du ministère mais c'est plutôt à la Fonction publique de décider en la matière. Un fonctionnaire des corps communs dans le secteur n'est pas aussi compétent qu'un autre dans un autre secteur.»

Concernant la wilaya d'El Tarf, le ministre révélera que «le secteur a bénéficié de 9 établissements scolaires pour le PEC (programme en cours), ce qui est colossal sachant que la wilaya a réalisé pour l'année 2011, 4 lycées et 5 CEM. Une chose qui n'a pas été faite dans la wilaya d'Alger».

Cependant, il notera que la wilaya d'El Tarf manque de moyens de réalisation conséquents et d'entreprises de grande envergure. Lors de sa première halte au niveau du lycée technique de la commune de Dréan, le ministre a piqué une colère noire devant la désinvolture et le désintéressement manifestes des élèves au moment de l'entonnement de l'hymne national. «Je n'accepte pas ce comportement. C'est indigne pour la mémoire de nos martyrs, de surcroît dans une wilaya qui a tant combattu le colonialisme. Vous êtes responsables de cet état de fait et je dépêcherai une commission d'enquête dans ce sens dans cette wilaya. Vous devrez dorénavant expliquer aux élèves chaque jour durant 5 minutes comment se tenir quand l'hymne est joué.» Ainsi, de l'avis de plusieurs présents, «le ministre a fait sa propre autocritique et de l'autodénigrement. Il a fait beaucoup plus dans le populisme d'arrière-garde que d'esquisser une solution sachant que cette problématique du respect de l'hymne national n'est pas spécifique à la wilaya d'El Tarf».

Signalons que le ministre a visité et inauguré les lycées des communes de Chaffia, Zitouna et Bougous ainsi que le CEM de Bouhadjar.

Reste que cette visite a plus pris les relents d'une campagne pré-électorale au profit du RND qu'autre chose avec en toile de fond la mise en avant des élus (maire et députés) de la même obédience, échéances électorales obligent !

Daoud Allam